

L'Adresse

Vous avez terminé votre exposé en parlant des autochtones de votre circonscription et de la mienne. Bien sûr, en Colombie-Britannique, nous n'avons pour ainsi dire jamais conclu de traités. En Colombie-Britannique, la question des revendications territoriales, des titres ainsi que des droits des Indiens revêt donc une importance cruciale aujourd'hui. J'ai passé bien des heures l'été dernier aux barrages qui bloquaient l'accès aux routes à divers endroits de ma circonscription. Ils n'avaient pas l'envergure de ceux avec lesquels vous avez été aux prises au Québec et dans le Canada central, mais ils ont été tout aussi critiques pour nous. C'est une question au sujet de laquelle les chefs autochtones que j'ai rencontrés nourrissent un optimisme prudent: je veux parler du rôle que le gouvernement fédéral joue à l'heure actuelle. Ils voient les négociations qui se déroulent en Colombie-Britannique et ils se rendent compte qu'ils y participent.

Je dirais qu'ils sont toujours un peu sceptiques, mais qu'ils espèrent avec quelques réserves que nous nous occupons maintenant de leurs affaires de la bonne manière.

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, c'est aujourd'hui le dernier jour du débat spécial sur le discours du Trône qui a été présenté le 13 mai 1991. Il y a eu six jours de débat sur ce discours, mais ni le premier ministre, ni aucun de ses ministres n'ont rien dit sous forme d'explications ou de justifications qui change la réalité fondamentale. Le gouvernement admet dans le discours du Trône combien la situation dans laquelle se trouve notre pays est précaire, et je déclare qu'il en est en grande partie responsable.

D'après le premier ministre, le problème réside dans le fait que les Canadiens manquent de patriotisme et qu'ils devraient faire preuve de plus d'enthousiasme à l'égard de leur pays. Eh bien, à mon avis, les Canadiens ne manquent pas de patriotisme ni d'enthousiasme pour leur pays, mais pour le gouvernement et ses mesures qui sont en train de détruire la trame de notre pays.

Il est difficile pour un grand nombre de Canadiens d'avoir confiance en l'avenir de leur pays alors qu'ils sont dans l'incertitude au sujet de leur propre avenir économique.

Dans le discours du Trône, le gouvernement semble s'être finalement rendu compte qu'il existe un lien étroit entre l'économie et l'unité nationale.

[Français]

Mon parti et moi-même disons depuis longtemps que l'unité nationale est renforcée lorsque l'économie est forte, et que c'est seulement en tant que pays fort, et uni, que le Canada pourra atteindre son potentiel maximum

dans une économie mondialisée, de plus en plus compétitive.

• (1200)

[Traduction]

Malheureusement, le gouvernement n'a pas annoncé dans ce discours du Trône un programme économique clair et constructif. Il y a trois mois, les Canadiens espéraient que le gouvernement prévoirait dans son budget de février 1991 un nouveau plan de relance de l'économie; en fait, les libéraux ont demandé un tel plan. Mais il n'y en avait pas à ce moment-là et il n'y en a toujours pas maintenant.

Au moment du budget de février 1991, il y a seulement trois mois, le gouvernement a déclaré que l'inflation était l'ennemie numéro un de l'économie et qu'il fallait la juguler au moyen de taux d'intérêt élevés. Mais dans le discours du Trône du 13 mai, on nous a dit et je cite: «La relance de l'économie dépend de la réduction des taux d'intérêt.»

Cette volte-face de dernière heure pourrait indiquer que le gouvernement est enfin disposé à reconnaître le tort qu'il a causé à l'économie en luttant contre l'inflation uniquement à l'aide de taux d'intérêt élevés, et en donnant une plus grande priorité à cette lutte contre l'inflation qu'à la création d'emplois et à la croissance économique. Cela veut peut-être dire que le gouvernement est prêt à envisager de nouveaux moyens de s'attaquer au problème de l'inflation, des moyens qui n'auraient pas les effets secondaires désastreux qu'ont eu les mesures actuelles du gouvernement, à savoir les pertes d'emplois en masse et une économie en perte de vitesse.

[Français]

Monsieur le Président, le Canada n'est pas le seul pays à vouloir un taux d'inflation stable et bas, mais c'est sans doute le seul pays qui veut atteindre cet objectif, quoi qu'il en coûte!

Le Conseil économique du Canada a suivi de près l'expérience des pays comme l'Autriche, la Norvège, la Suède, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon qui ont réussi à parvenir à un certain contrôle des pressions inflationnistes, sans trop augmenter leur taux de chômage.

[Traduction]

Le Conseil économique du Canada, l'organe consultatif du gouvernement, a constaté qu'il existe dans les pays que je viens d'énumérer ce qu'il a appelé un «partenariat social» entre l'industrie, les syndicats et le gouvernement. Selon le Conseil économique, ce contrat social permettrait de juguler l'inflation sans occasionner un chômage inacceptable.